Insee Analyses
Île-de-France

N° 102
Septembre 2019

Chômage des cadres : qui sont les plus exposés ?

Les cadres franciliens, comme ceux de province, sont moins touchés par le chômage que les autres actifs mais des différences existent selon leurs caractéristiques sociodémographiques. Être cadre en Île-de-France plutôt qu'en province ne diminue que légèrement le risque de chômage. Les journalistes et les artistes sont particulièrement exposés, tout comme les cadres de nationalité étrangère. Comme pour le reste de la population, le diplôme est un atout majeur contre le chômage. Les risques de chômage sont plus faibles pour les cadres masculins ou les cadres en couple ou avec enfant(s) mineur(s). Enfin, les cadres seniors sont plus exposés à la perte d'emploi et au risque de chômage de longue durée.

Emmanuel Thioux, Insee Île-de-France

Les « cadres et professions intellectuelles supérieures » (dénommés « cadres » par la suite) forment une composante essentielle de l'économie francilienne et de son système productif. En 2017, près d'un actif sur trois est cadre dans la région capitale, une part deux fois plus élevée qu'en province. La concentration des administrations publiques et des sièges sociaux et la place importante des services en Île-de-France favorisent une offre abondante d'emplois de cadres. Par ailleurs, les mutations du marché du travail liées au développement technologique et à la transition numérique sont très présentes en Île-de-France et s'accompagnent d'un besoin accru en personnel disposant de qualifications particulières. Dans ce contexte, les cadres sont moins touchés par le chômage que les autres catégories socioprofessionnelles. En 2017, seuls 3 % des cadres franciliens sont au chômage, soit un peu moins qu'en province (3,3 %) *(figure 1)*. C'est nettement moins que pour les autres catégories socioprofessionnelles (11 % pour les non-cadres en Île-de-France). En outre, les perspectives de recrutement des cadres dans les années à venir sont favorables. D'ici 2022 *(Pour en savoir plus)*, l'emploi des cadres continuerait de progresser du fait des besoins en informaticiens, du développement des services aux entreprises et des nombreux départs à la retraite dans l'enseignement mais aussi dans les entreprises. Le taux de chômage des cadres, notamment en Île-de-France, devrait

1 Davantage de chômage pour les cadres étrangers et les non-diplômés

Taux de chômage des cadres en 2017 selon leurs caractéristiques sociodémographiques (en %)

	Île-de-France	Province
Âge		
Moins de 30 ans	3,2	3,1
De 30 à 39 ans	2,4	2,5
De 40 à 59 ans	3,3	3,6
60 ans ou plus	4,0	4,2
Nationalité		
Française	2,9	3,1
Étrangère	5,1	8,4
Niveau de formation		
Niveau Bac + 2 ou plus	2,7	2,9
Niveau Bac	4,3	4,7
Niveau inférieur au Bac	6,5	6,7
Catégorie socioprofessionnelle		
Cadres d'entreprise	3,1	4,2
Professions de l'information, des arts et des spectacles	5,7	7,0
Autres catégories socioprofessionnelles	2,0	1,6
Ensemble	**3,0**	**3,3**

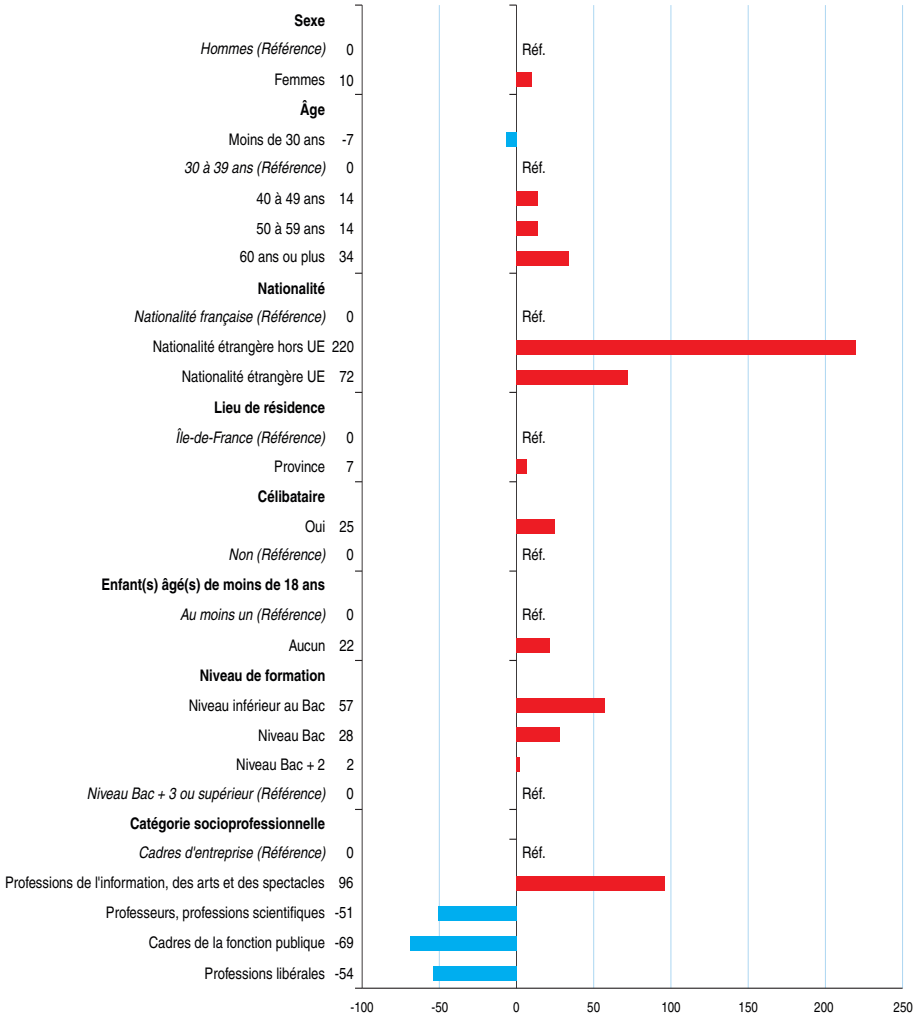
Champ : France métropolitaine, population des cadres, personnes actives.

Source : Insee, enquête Emploi.

Insee

2 Professions de l'information, des arts et des spectacles, nationalité étrangère et niveau de formation inférieur au Baccalauréat augmentent significativement les risques de chômage des cadres

Déterminants sociodémographiques du chômage des cadres entre 2015 et 2017 (en %)



Lecture : la situation de référence est celle d'un homme de 30 à 39 ans, cadre d'entreprise, de nationalité française, résident en Île-de-France, de niveau Bac + 3 ou supérieur, non célibataire et ayant au moins un enfant de moins de 18 ans. Comparativement à cet individu de référence, à autres caractéristiques du modèle identiques, une femme a une probabilité d'être au chômage supérieure de 10 %.
Champ : France métropolitaine, population des cadres, personnes actives.

Source : Insee, enquête Emploi.

donc rester relativement bas. Toutefois, ces constats masquent des disparités. Face au chômage, la situation des cadres varie selon leurs caractéristiques sociodémographiques.

Un avantage modeste de l'Île-de-France quant au chômage des cadres

À caractéristiques identiques (sexe, âge, nationalité, situation familiale, diplôme et catégorie socioprofessionnelle), la probabilité de chômage des cadres provinciaux est supérieure de 7 % à celle des cadres franciliens *(figure 2)*. Cette différence s'explique en partie par une présence plus forte en Île-de-France de secteurs d'activité où les effectifs augmentent. Il s'agit des activités financières, de l'information, de la communication et des activités scientifiques et techniques, où les besoins en cadres sont importants et ne cessent de progresser. Entre 2015 et 2017, ces secteurs contribuent à la moitié de la hausse de l'emploi des cadres franciliens. Si le lieu de résidence (Île-de-France ou province) n'a qu'une faible influence sur le risque de chômage des cadres, d'autres caractéristiques comme la catégorie socioprofessionnelle, la nationalité et le niveau de formation pèsent bien davantage.

Les journalistes et les artistes sont les plus exposés aux risques de chômage

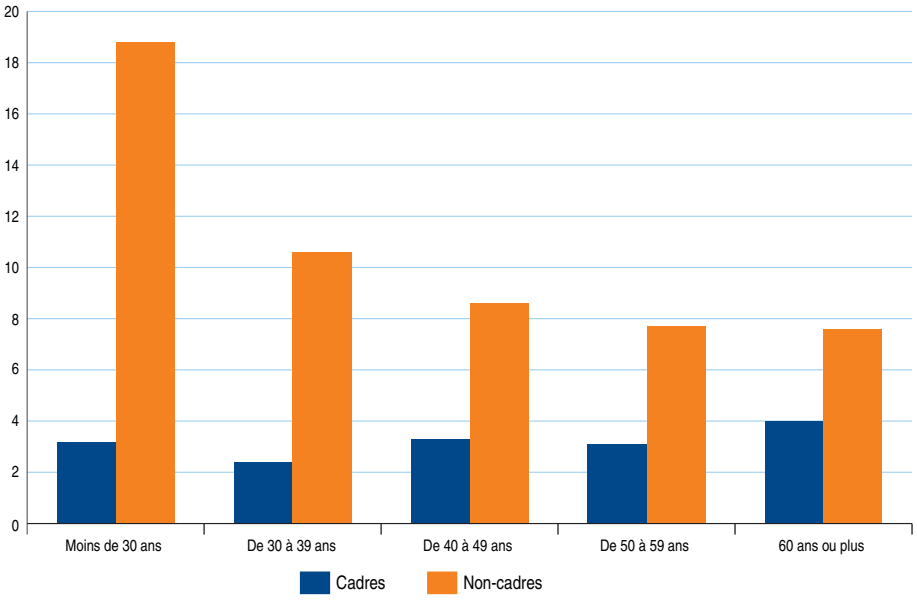
De manière générale, la catégorie des cadres recouvre un ensemble de métiers hétérogènes dont les risques de chômage sont très variables. Ainsi, les professions de l'information, des arts et des spectacles présentent les risques de chômage les plus élevés. À autres caractéristiques identiques (sexe, âge, nationalité, situation familiale, diplôme, lieu de résidence), les cadres exerçant ces métiers ont une probabilité deux fois plus grande d'être au chômage que les cadres d'entreprise. En effet, les statuts des métiers de journalistes comme ceux d'artistes sont souvent précaires car leur activité est inconstante. En Île-de-France, en 2017, seulement 43 % des cadres de ce secteur sont en contrats à durée indéterminée (CDI) contre 81 % en moyenne pour les cadres franciliens. Ces professions se trouvent donc plus fréquemment en situation de chômage, entre deux contrats de travail. C'est particulièrement le cas des intermittents du spectacle qui, par définition, alternent périodes d'emploi et périodes de chômage. Les professions de l'information, des arts et des spectacles sont particulièrement présentes en Île-de-France où elles concernent 8 % des cadres en 2017, contre 5 % en province. Les cadres d'entreprise sont également exposés au risque de chômage car leurs emplois peuvent être soumis aux aléas de la conjoncture économique. En revanche, les cadres de la fonction publique, les professeurs et les professions scientifiques sont davantage protégés en raison de leur statut qui garantit une plus grande stabilité de leur emploi. Enfin, les professions libérales (dentistes, vétérinaires, avocats…) sont moins enclines à subir d'importantes variations d'activité et par conséquent moins exposées aux risques de chômage.

Des risques accrus pour les cadres de nationalité étrangère

Même s'ils sont en moyenne plus diplômés que ceux de nationalité française, les cadres franciliens de nationalité étrangère sont davantage exposés au risque de chômage. En 2017, leur taux de chômage est de 5,1 %, contre 2,9 % pour les cadres franciliens de nationalité française. Ce constat est particulièrement vrai pour les non-ressortissants de l'Union européenne. Une première explication vient de la réglementation de l'immigration professionnelle. Les cadres étrangers non ressortissants de l'Union européenne ont un accès limité aux emplois de la fonction publique. En outre, certaines professions du secteur privé sont également réglementées et seulement accessibles aux titulaires d'un diplôme français ou à ceux ayant obtenu une équivalence, par exemple dans le cadre de l'espace européen de l'enseignement supérieur mis en place en 2010 (dentistes, avocats…). Ces réglementations ne sont pas les seules explications puisque, à caractéristiques identiques et

3 Le taux de chômage selon l'âge varie moins pour les cadres

Taux de chômage selon l'âge en 2017 (en %)



Champ : Île-de-France, personnes actives.

Source : Insee, enquête Emploi.

en excluant les métiers à accès limité pour les étrangers, les cadres non ressortissants de l'Union européenne ont 3,2 fois plus de risque d'être en recherche d'emploi que les cadres de nationalité française. Pour les cadres étrangers ressortissants de l'Union européenne les risques sont multipliés par 1,7 par rapport aux cadres de nationalité française.

L'expérience antérieure acquise dans un parcours professionnel en France peut favoriser les cadres français, même peu diplômés. D'autres causes comme la maîtrise de la langue française, l'absence ou l'étendue limitée des réseaux de relations dans le monde du travail français des cadres étrangers, un accès peut-être plus limité aux organismes de recrutement des cadres (Apec, Pôle emploi, etc.) peuvent également être à l'origine de ces différences.

Les diplômés du supérieur ont plus de chances de conserver leur emploi

Comme pour le reste de la population, le diplôme constitue pour les cadres un atout majeur contre le chômage. À l'instar des autres catégories socioprofessionnelles, la probabilité pour un cadre d'être au chômage décroît lorsque son niveau de diplôme augmente, mais seulement jusqu'à Bac + 2. Au-delà, les risques d'être au chômage sont équivalents entre les diplômés de Bac + 2, généralement issus de formations professionnalisantes (STS...), et ceux ayant un diplôme de niveau supérieur à Bac + 2, qui relève plus souvent d'une formation initiale de niveau master. Il est également possible d'être cadre sans être diplômé de l'enseignement supérieur puisque, en 2017, 12 % des cadres franciliens sont, au mieux, titulaires du Baccalauréat. Cela concerne notamment les cadres ayant, au fil de leur parcours professionnel, bénéficié de promotions. Dans leur cas toutefois, la probabilité d'être au chômage augmente. Par rapport à un cadre de niveau Bac + 3 ou plus, le risque s'accroît de 30 % pour les cadres de niveau Bac et de 60 % pour ceux ayant un niveau inférieur au Bac.

Les cadres en couple ou avec enfant(s) sont moins touchés par le chômage

La situation familiale influence également le risque de chômage. En particulier, avoir une famille à charge peut accroître la nécessité de trouver un travail et inciter à être moins sélectif sur des questions de rémunération ou de conditions de travail. Ainsi, à âge équivalent, la probabilité d'être au chômage augmente de 25 % pour les cadres célibataires par rapport à ceux qui sont en couple ou en famille. La probabilité d'être au chômage augmente de 22 % pour les cadres sans enfant mineur par rapport à ceux qui en ont.

Une probabilité d'être au chômage 10 % plus forte pour les cadres féminins

Si les hommes sont davantage présents que les femmes parmi les cadres franciliens (respectivement 57 % et 43 % en 2017), les risques face au chômage sont relativement proches entre les deux catégories. Cependant, à autres caractéristiques identiques, les femmes ont une probabilité d'être au chômage supérieure de 10 % à celle des hommes. En Île-de-France, parmi les cadres, les femmes ont pourtant, plus souvent que les hommes, un diplôme de niveau supérieur à Bac + 2. Malgré cela, ce niveau de qualification plus élevé ne leur donne pas d'avantage en matière de taux de chômage. Même si le nombre des structures d'accueil pour les enfants de moins de trois ans en Île-de-France permet de poursuivre plus facilement une carrière, certains recruteurs peuvent continuer de privilégier l'embauche de jeunes cadres masculins.

Des cadres seniors plus exposés…

En Île-de-France, les cadres présentent des taux de chômage plus élevés lorsqu'ils sont âgés, tandis que pour les non-cadres, ce sont les plus jeunes qui sont le plus au chômage *(figure 3)*.

Chez les cadres, à autres caractéristiques identiques et au niveau national, c'est après 60 ans que le risque d'être au chômage est le plus élevé et pour les moins de 30 ans qu'il est le plus faible (+ 44 % de « risque » supplémentaire pour les premiers par rapport aux seconds). Les employeurs peuvent préférer recruter des cadres moins expérimentés, notamment pour des raisons de coût salarial.

… surtout au risque de chômage de longue durée

Même si le chômage des cadres est le plus souvent de courte durée, notamment en Île-de-France, 27 % des cadres franciliens au chômage y sont depuis plus de 12 mois (34 % en province) en 2017. Malgré ce constat, les probabilités de sortir du chômage sont plus élevées chez les cadres que dans l'ensemble des autres catégories socioprofessionnelles, où le chômage de longue durée concerne 34 % des chômeurs franciliens. Forts de leur niveau de formation et de leurs compétences, les cadres sont moins touchés par le chômage de longue durée. Ils disposent aussi plus souvent d'un réseau de relations professionnelles qui leur permet de retrouver plus facilement un emploi, dans une région où l'offre d'emploi est abondante. Parmi les caractéristiques individuelles, l'âge augmente le plus le risque d'être au chômage de longue durée. À partir de 60 ans, les risques s'accroissent fortement de ne pas retrouver un emploi rapidement par rapport aux cadres âgés de 30 à 39 ans. En

effet, il est plus difficile pour les cadres seniors de retrouver un emploi car ils peuvent avoir plus de difficultés à changer d'activité, de région ou à réduire leurs exigences salariales. Le lieu de résidence joue aussi un rôle significatif puisque les cadres provinciaux ont une probabilité d'être au chômage de longue durée supérieure de 23 % à celle des cadres franciliens. La catégorie socioprofessionnelle, la nationalité et le niveau de diplôme sont également des critères qui influencent le risque d'être au chômage de longue durée. Les cadres de l'information, des arts et des spectacles, ceux de nationalité étrangère comme ceux ayant un diplôme de niveau inférieur à Bac + 3 sont plus exposés que les autres. Les autres caractéristiques, sexe et situation familiale, ont une influence plus faible.

Halo autour du chômage : des risques plus élevés pour les cadres de 30 à 39 ans

Certains cadres qui souhaitent travailler sont considérés comme inactifs et non comme chômeurs au sens du Bureau international du travail (BIT), soit parce qu'ils ne sont pas disponibles rapidement, soit parce qu'ils ne recherchent pas activement un emploi. Ils font partie du « halo autour du chômage ». En Île-de-France, ces cadres représentent 5 % des cadres inactifs en 2017, alors qu'ils sont 4 % en province. C'est un peu moins que dans l'ensemble des autres catégories socioprofessionnelles franciliennes (7 %). Parmi les caractéristiques sociodémographiques des cadres, l'âge influence fortement la probabilité d'être dans le halo autour du chômage. Cette probabilité est plus élevée pour les cadres de 30 à 39 ans et diminue à partir de 40 ans. Au-delà de 60 ans, elle devient très faible. Les cadres inactifs sont alors surtout des retraités. Comme pour le chômage, les cadres des professions de l'information, des arts et des spectacles, aux statuts souvent fragiles, ont une probabilité plus élevée d'être dans le halo. À autres caractéristiques identiques, elle est deux fois plus forte que celle des cadres d'entreprise. De même, le risque d'être dans le halo augmente pour les cadres étrangers par rapport à ceux de nationalité française. Il est en particulier quatre fois plus élevé pour les non-ressortissants de l'Union européenne. Il est également plus élevé pour les femmes que pour les hommes. Les autres caractéristiques - situation familiale, région de résidence et niveau de diplôme - sont des facteurs moins influents. ■

Source

Cette étude est réalisée à partir de l'**enquête Emploi en continu**. C'est la seule source fournissant une mesure des concepts d'activité, chômage, emploi et inactivité tels qu'ils sont définis par le Bureau international du travail (BIT). Elle comporte par ailleurs des informations très nombreuses sur les caractéristiques des personnes (sexe, âge, diplôme, expérience, etc.), les conditions d'emploi (profession, type de contrat, temps de travail, ancienneté dans l'emploi, sous-emploi, etc.) et les situations de non-emploi (méthodes de recherche d'emploi, études, retraite, etc.).
L'enquête Emploi est produite selon un calendrier trimestriel et sa collecte se déroule en continu tout au long de l'année. L'échantillon est constitué de logements. Une fois qu'un logement a été tiré, ses occupants seront enquêtés six trimestres consécutifs. La première interrogation et la dernière se font en face à face ; les interrogations intermédiaires au téléphone. La réponse par un tiers est autorisée.

Champ

Le **champ de l'étude** comprend l'ensemble des individus de 15 ans ou plus de France métropolitaine, qu'ils soient actifs occupés (salariés et non salariés), chômeurs, ou inactifs pour la partie portant sur le « halo autour du chômage ». C'est le lieu de résidence, et non le lieu de travail, qui définit un cadre francilien.

Définition

Un **chômeur au sens du BIT** est une personne en âge de travailler (c'est-à-dire ayant 15 ans ou plus) qui n'a pas travaillé, ne serait-ce qu'une heure, au cours de la semaine de référence, est disponible pour travailler dans les deux semaines et a entrepris des démarches actives de recherche d'emploi dans le mois précédent (ou a trouvé un emploi qui commence dans les trois mois).

Méthodologie

La probabilité d'être au chômage est modélisée au niveau géographique de la France métropolitaine à l'aide d'une régression logistique, afin de mesurer l'influence de chacune des caractéristiques sociodémographiques des cadres retenues dans cette analyse : sexe, âge, nationalité, lieu de résidence (Île-de-France / province), situation familiale, niveau de formation, catégorie socioprofessionnelle.
Ces différentes caractéristiques influencent le risque d'être au chômage. Elles ne sont pas indépendantes les unes des autres. Une régression logistique permet de mesurer l'effet spécifique des modalités de chaque caractéristique sur la probabilité d'être au chômage en fixant les modalités des autres caractéristiques. On obtient ainsi l'effet « à autres caractéristiques identiques du modèle analysé » de la modalité de la caractéristique considérée, calculé en écart à une situation de référence.
Le même type d'analyse a été conduit pour expliquer le chômage de longue durée et l'appartenance au « halo autour du chômage ».

Insee Île-de-France
1 rue Stephenson
78188 Saint-Quentin-en-Yvelines cedex

Directrice de la publication :
Marie-Christine Parent
Rédactrice en chef :
Dalila de Oliveira

Crédits photos :
Phovoir et Denis Sutton/RATP
ISSN 2416-8149
© Insee 2019

Pour en savoir plus

- Legrand C., Matus M., Merchaoui W., Roux S., « Trajectoires des cadres au chômage », Pôle emploi, *Études et Recherches* n° 10, mai 2017.
- Calvier C., Dahmouh A., Godonou C., « Retour à l'emploi : des perspectives inégales selon le profil des demandeurs d'emploi et les territoires », *Insee Analyses Île-de-France* n° 38, juillet 2016.
- Calvier C., Dahmouh A., Godonou C., « Un retour à l'emploi plus durable en Île-de-France », *Insee Analyses Île-de-France* n° 37, juillet 2016.

Insee
Mesurer pour comprendre